AU CÔTÉ DE

SAMIDOUN

JE SIGNE !

SOUTIEN À MOHAMMED KHATIB
APPEL LANCÉ PAR LE FESTIVAL DU CINÉMA D'ATTAC

à plusieurs reprises, Mohammed Khatib a été invité –comme intervenant– au «Festival du Cinéma d'Attac». A chaque fois, le sort réservé aux prisonniers palestiniens était au centre de ses interventions. Précises et documentées, ses analyses auront contribué à apporter des informations inédites au public, permettant à celui-ci de mieux comprendre la situation en Cisjordanie ainsi qu'à Gaza, et de découvrir les combats pour la justice menés par tout un peuple en résistance depuis tant d'années. Mohammed Khatib est notamment venu, par deux fois, témoigner et débattre à l'occasion de la projection du film «Ghost Hunting» de Read Andoni, lui-même ancien prisonnier politique ayant été détenu et torturé dans les geôles israéliennes.
Désormais, vous l'avez appris, Khatib est sous le coup d'une expulsion –son statut de réfugié politique dans notre pays lui ayant été retiré sur injonction du ministre MR de l'Intérieur. C'est pourquoi l'équipe du «Festival du Cinéma d'Attac» a rédigé cet Appel demandant au «Commissariat général aux réfugiés et apatrides» de revenir sur cette décision inique. Un acte de contrainte rendu public au moment où Bernard Quintin vient de déposer un avant-projet de loi liberticide qui rendrait possible la dissolution de certaines associations jugées «trop extrémistes». Une loi sur mesure, ne visant que «Samidoun» (l'association de soutien aux prisonniers palestiniens dont Mohammed Khatib est le porte-paroles en Belgique) mais qui pourra, dans le futur, être utilisée pour interdire d'autres mouvements…

APPEL

Le mercredi 6 août 2025, nous avons appris que le droit d'asile de monsieur Mohammed Khatib lui avait été retiré. Nous demandons l'annulation de cette décision dont les motivations sont inacceptables. Elles prouvent combien, malheureusement, les dirigeants belges continuent à se soumettre aux désidératas d'Israël, alors que ce pays dénie au peuple palestinien le droit d'avoir un Etat à lui, un droit légitime qui lui avait pourtant été reconnu par l'ONU… dès 1947. De ce fait, des centaines de milliers de Palestiniens ont été contraints de fuir leur terre natale et de constituer des diasporas par vagues successives dans tout le Moyen-Orient.
Ainsi, Mohammed Khatib est né et a grandi dans un camp de réfugiés du Sud-Liban. Tout jeune, il était déjà actif là-bas dans des organisations sociales. Venu en Belgique, c'est en 2010 qu'il y a demandé l'asile politique ; en 2015, il en a obtenu le statut. Entre-temps, en 2011, il avait fondé avec d'autres camarades l'organisation «Samidoun». Un choix dicté par l'urgence : faire connaître à l'opinion publique internationale, la situation des prisonniers palestiniens de plus en plus nombreux –hommes, femmes et enfants– croupissant littéralement dans les prisons d'Israël.
Des chiffres, des faits ? Quatre Palestiniens sur dix ont –une fois dans leur vie– été arrêtés et emprisonnés. 750.000 ont fait l'expérience des prisons et des centres d'interrogatoire israéliens depuis 1967.
Aujourd'hui même, 10.100 détenus (dont 500 mineurs d'âge) subissent des conditions de détention inavouables –dérogeant aux règles communément admises en temps de guerre. Parmi eux, plus de la moitié dits «administratifs» sont des personnes incarcérées sans charge, sans procédure judiciaire régulière ni limite de temps… Sans compter tous les torturés lors des interrogatoires par les auxiliaires des services policiers…

Il existe à ce propos des rapports réguliers (ceux de «la Commission des affaires des détenus», de «la Société des prisonniers palestiniens» ou de «l'association Addameer pour le soutien aux prisonniers et les droits de l'Homme», par exemple) qui documentent, à foison, les violations des droits humains que les prisonniers endurent.
Passages à tabac systématiques, privation délibérée de nourriture et de soins médicaux, grâce à «Samidoun» on sait ainsi que les prisonniers sont accablés par la propagation continue de maladies, notamment la gale, qui est devenue un moyen de torture physique et d'exécution lente, en particulier dans les prisons de Naqab (Néguev) et de Megiddo (dont l'entité reste honteusement jumelée avec la commune d'Ixelles).
Les témoignages d'agressions sexuelles occupent une place importante dans les récits recueillis, notamment ceux documentés lors de visites au camp militaire d'Ofer et dans d'autres installations similaires.
Cette répression violente s'applique également aux femmes incarcérées dans la prison israélienne de Damon. Outre les agressions physiques continues, les détenues y sont soumises à un isolement collectif, au déni de leurs besoins fondamentaux et à la négligence médicale, notamment le refus de soins et de suivis adéquats.
«Samidoun» a le rôle particulier de dénoncer le caractère politique de ces arrestations et de rendre compte à quel point les établissements pénitentiaires israéliens sont devenus, au fil du temps, de véritables lieux de résistance et d'auto-organisation des détenus. Dans cette optique, «Samidoun» a su créer des liens très forts avec d'autres réseaux défendant les droits des prisonniers politiques dans 16 pays à travers le monde.
En 2018 pour discréditer son combat de plus en plus efficace, Israël a qualifié «Samidoun» d'organisation «terroriste». Comme à son habitude, l'Union européenne a suivi et repris la même résolution.
L'un des reproches fait à «Samidoun» ? Soutenir la résistance palestinienne «armée». Mais face au fait colonial «ultra violent» qu'a représenté l'occupation de la Palestine par le mouvement sioniste tout au long de la première moitié du 20ème siècle et, depuis lors, face au refus d'Israël d'accepter toute idée d'un Etat palestinien à ses côtés ; puis l'extension des colonies de peuplement jusqu'au Jourdain pour instaurer –par la violence– le projet biblique du Grand Israël…, il revenait, il revient au peuple palestinien spolié de décider lui-même de ses propres moyens de résistances, et de choisir les organisations chargées de défendre sa cause. Mais si «Samidoun» ne cache pas son soutien à la résistance armée, «Samidoun» n'est pas pour autant un mouvement de résistance armée. C'est une organisation de la société civile.
Mohammed Khatib et «Samidoun» sont aussi accusés d'«antisémitisme», mais cette qualification diffamante fait partie des moyens de défense habituels surutilisés par Israël depuis longtemps pour tenter d'abimer la réputation de tous ceux qui osent critiquer son action. Or Mohammed Khatib parle lui des milliers de Juifs qui aujourd'hui se rallient au mouvement de libération de la Palestine et explique qu'il voit la future société palestinienne comme une société libre de racisme où tout le monde pourra vivre dans l'égalité et la justice.
Dernière incrimination à charge du mouvement «Samidoun» : l'association reprend à son compte le slogan *«Palestine will be free, from the river to the sea»*…
C'est en 1969, révisant sa Charte, que «l'Organisation de Libération de la Palestine» (avec Yasser Arafat à sa tête) a défendu l'idée d'instaurer *«un État unique, démocratique et laïc»* –promettant l'égalité de citoyenneté à tous ses habitants qu'ils soient Juifs ou Arabes. C'est alors que l'OLP a utilisé l'expression *«Libérer la Palestine du fleuve à la mer».*
Il s'agit donc là d'une aspiration que portent depuis des décennies les partisans d'une paix fondée sur l'anticolonialisme, une coexistence des deux peuples sur une même terre, un État binational. À ceux qui jugent cet espoir utopique, on peut répondre avec l'exemple, probant et concret, de l'Afrique du Sud post-apartheid. Et quoi que l'on pense de ce débat ancien et sans cesse renouvelé, entre «la solution à deux États» ou la perspective d'un seul État fondé sur l'égalité, l'accusation d'antisémitisme est au minimum le signe d'une grave inculture politique et au pire, pour les malveillants sans scrupules, une attaque infamante absolument condamnable.
Le slogan *«est un appel à la liberté, aux droits de l'Homme et à la coexistence pacifique, et non à la mort, à la destruction ou à la haine»*, a également soutenu Rashida Tlaib, élue à la Chambre des représentants des Etats-Unis d'origine palestinienne.

En 2018, l'historienne Maha Nassar, spécialiste du Moyen-Orient, estimait que ce slogan s'inscrivait *«dans le cadre d'un appel plus large en faveur de l'établissement d'un Etat démocratique laïque dans l'ensemble de la Palestine historique»*, où coexisteraient Palestiniens et Israéliens avec les mêmes droits.
Dans un article rédigé en 2021, l'écrivain américano-palestinien Yousef Munayyer soulignait, lui, qu'il ne s'agit que d'un moyen de s'exprimer en faveur d'un Etat où *«les Palestiniens pourraient vivre dans leur patrie en tant que citoyens libres et égaux, ni dominants ni dominés par d'autres»*.
Depuis les événements du 7 octobre 2023, des millions de manifestants de par le monde ont repris et reprennent ce slogan pour une paix juste et durable… à même de racheter la scandaleuse injustice faite aux Palestiniens depuis tant de temps.

C'est pourquoi, les signataires
• demandent l'annulation de la décision de retrait de l'asile politique de Mohammed Khatib
• demandent aux autorités belges d'enfin sanctionner l'État d'Israël, dont les actes criminels entrainent la famine, la mort et les destructions innombrables
• demandent aux autorités belges de dénoncer la colonisation des terres palestiniennes jusqu'au Jourdain, par un Etat «voyou» qui bafoue depuis des décennies toutes les résolutions des Nations unies et le droit international
• demandent aux autorités belges de prendre, en conséquence, toute les mesures de boycott nécessaires pour faire cesser le génocide en cours et rompre avec le gouvernement d'extrême droite en place à Jérusalem.

POUR LE
FESTIVAL DU CINÉMA D'ATTAC
Chantal **ANNE DE MOLINA**
Daniel **APELBAUM**
Bruno **BOVÉ**
Jean-Claude **COLS**
Marie France **DEPREZ**
Jean **FLINKER**
Sylvie **LAMPACH**

PREMIERS SIGNATAIRES

Marc **ABRAMOWICZ** Fondateur du Centre de planning familial «Aimer à l'ULB»
Nina **ALEXANDRAKI** «ZIN TV»
Marie Odile **AUDRAS** Citoyenne concernée
Sarah **BAHJA** «ZIN TV»
Hafida **BAKIOUI** Médecin
Rudy **BARNET** Responsable de projets socio-culturels
Selma **BENKHELIFA** Avocate au Barreau de Bruxelles
Roland **BONINSEGNA** Membre de «L'entre-Sambre et Meuse pour la Palestine»
Freddy **BOUCHEZ** Responsable de «la Marche des migrant.e.s de la Région du Centre»
Rachel **BOUTEMY** Médecin
Jean-Marie **CHAUVIER** Journaliste
Michel **COLLON** Journaliste, Ecrivain, Fondateur d'«Investig'Action»
Carlos **DA MATA** Travailleur social retraité
Ludo **DE BRABANDER** Porte-parole de «Vrede vzw»
Myriam **DE LY** «Charleroi pour la Palestine»
Thierry **DERONNE** Animateur de «l'Ecole populaire et latino-américaine de cinéma et théâtre du Venezuela»
Ouardia **DERRICHE** Membre d'Attac [1] et de «l'Association Belgo-Palestinienne»
Alexis **DESWAEF** Avocat, Vice-Président de «la Fédération internationale des droits humains»
Jean-Philippe **DE WINDT** Avocat
Ludo **DE WITTE** Auteur
Paul-Emile **DUPRET** Juriste, Défenseur des droits humains
Hughes **ESTEVENY** Travailleur social
Valentin **FAYET** «ZIN TV»
Daniel **FLINKER** Membre du «Comité pour la Liberté d'Expression et d'Association»
Pierre **GALAND** Président de «l'Association Belgo-Palestinienne»
Roberto **GALTIERI** Président émérite de l'«Associazione Nazionale Partigiani d'Italia»
José **GARCIA** Administrateur délégué du «Syndicat des Locataires»
Cécile **GUYPEN** Réalisatrice
Bichara **KHADER** Professeur émérite de l'Université catholique de Louvain
Bahar **KIMYONGÜR** Ecrivain, Médiateur interculturel
Maxime **KOUVARAS** «ZIN TV»
Arnaud **LISMOND** Citoyen responsable
Anne **MAESSCHALK** Juriste
Thomas **MICHEL** «ZIN TV»
Anne **MORELLI** Professeure honoraire de l'ULB
Claudine **POLET** Citoyenne du monde
Nadine **ROSA ROSSO** Enseignante
Colette **SANCY** Enseignante
Christian **SAVESTRE** Journaliste
Annie **THONON** Réalisatrice retraitée
TOM Dessinateur
Eric **TOUSSAINT** Porte-parole du «CADTM»
Lode **VANOOST** Journaliste à «DeWereldMorgen»
Guy **VAN SINOY** Syndicaliste
Isabelle **VERHAEGEN** Juriste
Luk **VERVAET** Ancien enseignant dans les prisons
Grégoire **WALLENBORN** Professeur à l'ULB
Martin **WILLEMS** Syndicaliste
Jean-Christophe **YU** Cinéaste

«**ATTAC BRUXELLES**»
«**LE FRONT DE MÈRES**» [Syndicat de parents luttant pour que les enfants grandissent heureux et respectés]
«**POUR PRESS**»

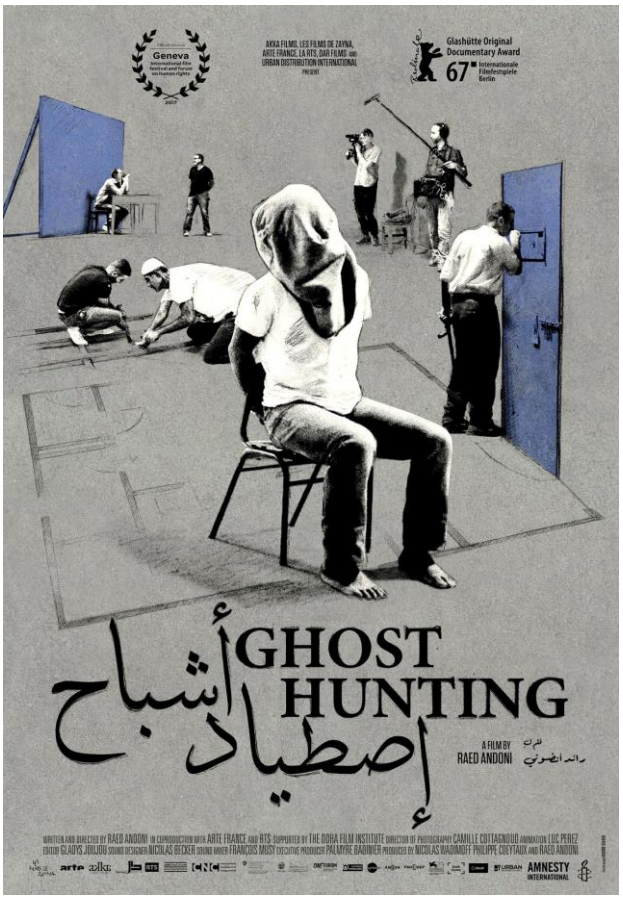
À 17 heures

GHOST HUNTING

de **Raed ANDONI**
FICTION / France-Palestine 2017 / 95 minutes

Tous sont passés par Al Moscobiya, le principal centre d'interrogatoire israélien. Pour affronter les fantômes qui continuaient à les hanter, le réalisateur palestinien Raed Andoni a décidé de réunir comédiens et professionnels du bâtiment pour recréer cette prison où il avait, lui aussi, été incarcéré à l'âge de 18 ans.
Ensemble, ils reconstituent ce lieu de détention dans lequel les anciens prisonniers vont (re)jouer les interrogatoires et la séquestration. Des blessures qui ne se referment pas.
Les uns et les autres vont ainsi se mettre dans la peau tantôt des bourreaux, tantôt des victimes –portés par une démarche cathartique à la fois troublante et émouvante.
Ghost Hunting est un film hybride entre le documentaire, la fiction et l'expérimentation qui, en 2017, a reçu *le Prix du meilleur documentaire* à *la Berlinale Internationale Filmfestspiele* de Berlin.
Oeuvre sombre et pudique, il donne à voir à quel point la culture de la prison –résultant du projet colonial sioniste– est prégnante en Cisjordanie. Et pour cause, avec 750.000 Palestiniens et Palestiniennes ayant séjourné, pour quelques jours ou quelques années, dans les prisons politiques d'Israël depuis 1967 (7.500 actuellement, dont 882 enfants), l'expérience carcérale traumatique s'avère commune et pour ainsi dire tristement ordinaire.
Né en 1967 en Cisjordanie, Raed Andoni a accompli un parcours autodidacte qui l'a progressivement associé au développement du cinéma indépendant en Palestine –au point, avec *Ghost Hunting,* de représenter son pays aux *Oscars 2019* dans la catégorie du «Meilleur film étranger».

فلسطين



LE DÉBAT

«Israël, un Etat hors la loi...?»

AVEC Mohammed KHATIB, Représentant en Europe de «Samidoun» [l'association de défense des prisonniers palestiniens]

Luk VERVAET, Editeur de «Sumud, une philosophie palestinienne de la résistance dans les prisons coloniales»

Aujourd'hui, dans les geôles israéliennes, croupissent quelque 10.000 prisonniers politiques palestiniens. Ce nombre varie, augmentant ou diminuant selon les circonstances.

Toutefois, le recours à l'emprisonnement politique comme arme coloniale par l'État israélien a été une réalité constante tout au long de l'histoire de l'Occupation et de la colonisation de la Palestine.

Alors qu'il est difficile d'établir des chiffres exacts, la plupart des sources palestiniennes estiment que plus d'un million de Palestiniens ont été emprisonnés par le régime israélien depuis l'exode forcé de 1947-1948. En effet, au moins 22 camps de travail forcé ont été créés par le nouveau régime, dès la proclamation de l'État d'Israël sur les terres occupées de la Palestine, en 1948.

Autre fait, historiquement documenté : même en Palestine occupée, nombre des pratiques les plus barbares utilisées aujourd'hui avaient déjà été introduites lors du mandat colonial britannique…

Jadis, dans le même style que les démolitions de maisons auxquelles Israël recourt aujourd'hui pour cibler les familles, les communautés et les proches des prisonniers et combattants de la résistance palestiniens, les colonisateurs britanniques faisaient souvent sauter les maisons des Palestiniens qui combattaient le colonialisme.

La détention administrative, l'emprisonnement arbitraire de Palestiniens sans accusation ni procès pendant une période de six mois, renouvelable à l'infini et ce, sur base de preuves secrètes, a été d'abord utilisée par les Britanniques dans le cadre de leurs ordonnances d'urgence. De nos jours, bien que le recours à la détention administrative viole manifestement les lois humanitaires et les droits de l'Homme au niveau international, Israël utilise à tout moment cette procédure pour cibler les dirigeants, organisateurs et combattants de la communauté palestinienne, les emprisonnant souvent pendant plusieurs années d'affilée sans même proposer la moindre façade d'un procès en bonne et due forme.

L'étude de Lena Meari, *«Le sumud, une philosophie palestinienne de la confrontation dans les prisons coloniales»,* souligne non seulement la répression dirigée contre la population palestinienne via le régime israélien d'incarcération, mais aussi le rôle central que jouent les prisonniers palestiniens comme combattants au sein même des établissements pénitentiaires, en tant que *Samidoun*, ceux qui sont déterminés, qui se défendent, qui défendent leur peuple, leurs camarades dans les locaux d'interrogatoire et dans les cellules des prisons.

Devant un tel faisceau de faits et de révélations concordantes, peut-on dire qu'aujourd'hui la solidarité internationale avec les prisonniers palestiniens est en phase ascendante ? Ces campagnes solidaires comprennent aussi les tentatives de boycott des produits, institutions culturelles et académiques d'Israël et des entreprises qui en sont les complices – omme *G4S*, par exemple très lié au secteur «sécuritaire» israélien. C'est dans ce contexte que nous assistons à une escalade des attaques contre la solidarité internationale avec les prisonniers palestiniens et des tentatives de criminalisation des organisations qui effectuent ce travail. Des campagnes de diffamation émanant d'organisations sionistes, souvent financées par le gouvernement israélien ou liées directement à ce même gouvernement, visent les protestations, événements et actions en faveur de la liberté des prisonniers. Ainsi en 2021, franchissant un pas supplémentaire au-delà de la diffamation constante des prisonniers qualifiés de *«terroristes»,* le ministre israélien de la «Défense» Benny Gantz désigné *Samidoun* comme une *«organisation terroriste»,* en admettant ouvertement que le motif de cette désignation résidait dans le fait que *Samidoun* organisait des *«manifestations et campagnes anti-israéliennes»…*

Luk VERVAET, **Mohamed KHATIB** (Coordinateur de «Samidoun») et sa traductrice

ALJAZEERA

THE FULL REPORT

DOCUMENTARY

THE PLIGHT OF PALESTINIAN PRISONERS

ROUND
THE

samidoun
PALESTINIAN PRISONE
ITY NETWORK